



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 145 – 3^{ème} trimestre 2010

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

AVERTISSEMENT

Ce bulletin introduit un changement dans la classification des établissements de crédit, en lien avec la réforme SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) conduite par l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Cette évolution vise à moderniser, tout en le simplifiant, le protocole de remise des déclarations réglementaires des établissements de crédit auprès du superviseur. Dorénavant, l'ancien périmètre « EC de la zone » se voit enrichi de certains établissements anciennement « Hors Zone » et désormais classés « ECIL » (Etablissement de Crédit Installé Localement). A contrario, d'autres établissements de crédit précédemment répertoriés en « EC de la zone » ont été reclassés en « ECNIL » (Etablissement de Crédit Non Installé Localement). Ainsi, le critère d'implantation sur le territoire ayant été revu, les encours ECIL/ECNIL ont été logiquement affectés, en proportion égale mais en sens contraire, l'encours global de l'ensemble des établissements de crédit n'ayant quant à lui pas été modifié.

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des EI ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (Sociétés non financières ou Entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1er semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3e trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2e trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien de liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25%, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé le 19 octobre la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3e trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20 réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

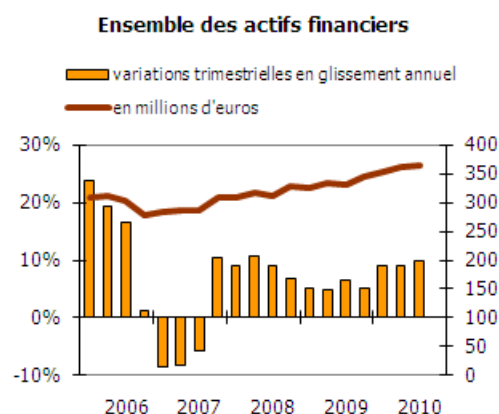
En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1er janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : stabilisation après 3 trimestres consécutifs de hausse.

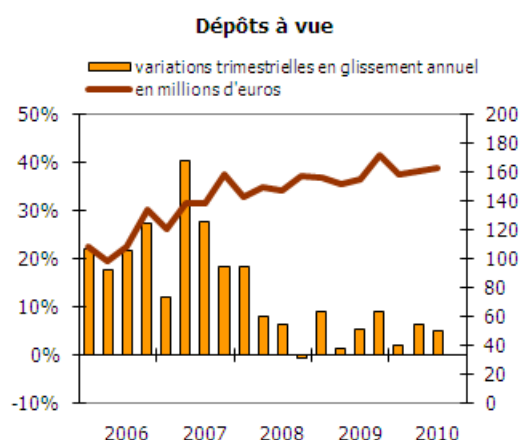
Après avoir enregistré trois trimestres consécutifs de nette hausse (de +2,5 % à +4,2 %), l'épargne collectée marque le pas et ne progresse que de 0,2 % au 3^{ème} trimestre 2010. L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi **364 millions d'euros**. Sur un an, la tendance à la hausse reste toutefois soutenue, l'encours progressant de 9,8 % soit +32,5 millions d'euros (après +6,6 % soit +20,6 millions d'euros un an plus tôt, de septembre 2008 à septembre 2009).

Contrairement au trimestre précédent, cette croissance n'est portée que par la progression de l'épargne détenue par les **entreprises** (+10,9 %), dont l'encours s'est accru de 10,6 millions d'euros pour atteindre 107,8 millions d'euros. Les actifs détenus par les **ménages**, tout comme ceux des **autres agents**, impactent chacun négativement l'encours global ce trimestre (respectivement -3,2 % à 182 millions d'euros et -4,9 % à 73,8 millions d'euros).



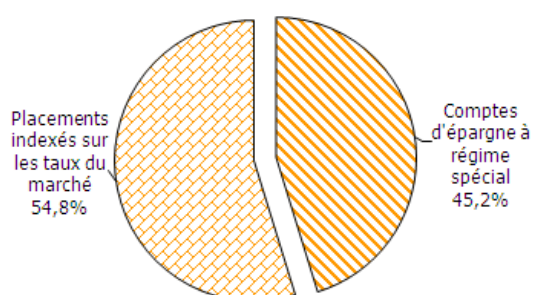
La répartition des actifs financiers par nature reste inchangée : ils sont constitués de dépôts à vue (45 %), de placements liquides ou à court terme (36 %) et de l'épargne à long terme (19 %).

Les arbitrages des entreprises en matière de gestion de trésorerie continuent d'affecter la répartition des actifs. Ainsi, les **dépôts à vue** enregistrent une progression de 1,6 millions d'euros au 3^{ème} trimestre (soit +1 % après +1,4 % au 2^{ème} trimestre). L'encours détenu par les seules entreprises progressent de +4,3 % alors que celui détenu par les ménages stagne à +0,4 %. L'encours total s'établit à 163 millions d'euros. Sur un an, sa progression est de 4,9 % (après +5,3 % sur la période septembre 2008-septembre 2009 et +6,2 % entre septembre 2007 et septembre 2008).

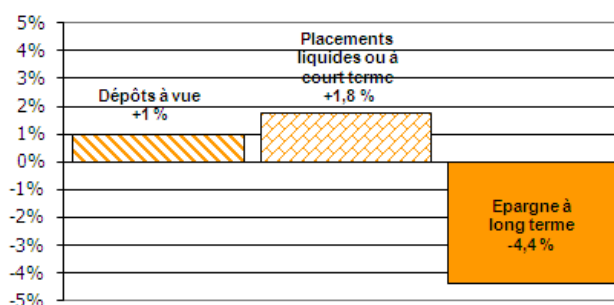


Avec +1,8 %, les **placements liquides ou à court terme** (132 millions d'euros) affichent pour le troisième trimestre consécutif une hausse, dont l'intensité tendrait toutefois à s'essouffler (respectivement +18,5 % et +4,9 % au 1^{er} et 2^{ème} trimestre). Sur un an, l'encours s'est étoffé de plus de 22 millions d'euros

Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 2e trimestre 2010



(+20,7 %), mais les évolutions trimestrielles restent particulièrement erratiques. Les deux compartiments qui constituent les placements liquides ou à court terme progressent de façon contrastée : les placements indexés sur les taux du marché sont en hausse de 5,8 % soit +4 millions d'euros alors que les comptes d'épargne à régime spécial s'inscrivent en retrait (-2,7 % soit -1,6 millions d'euros).

Enfin, les données disponibles des établissements de crédit concernant l'**épargne à long terme**, font état d'un encours de 68,6 millions d'euros au 30 septembre 2010. La contraction de 4,4 % au 3^{ème} trimestre, premier fléchissement de l'encours depuis 18 mois, doit être appréhendée avec prudence. En effet, les données recueillies s'appuient partiellement sur des reports du trimestre précédent (notamment pour les encours d'assurance-vie), elles ont vocation à être mises à jour prochainement.

L'épargne à long terme est détenue par les ménages à 80,5 % pour lesquels elle se répartit essentiellement en contrats d'assurance-vie (58 %), en plans d'épargne logement (30 %) et en supports d'épargne collective - OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp - (10 %), le reliquat se trouvant dans les portefeuilles-titres (2 %).

Si les « autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages quant à l'intérêt porté au compartiment de l'épargne à long terme (19,4 % de l'encours), la part des sociétés demeure marginale (0,1 %).

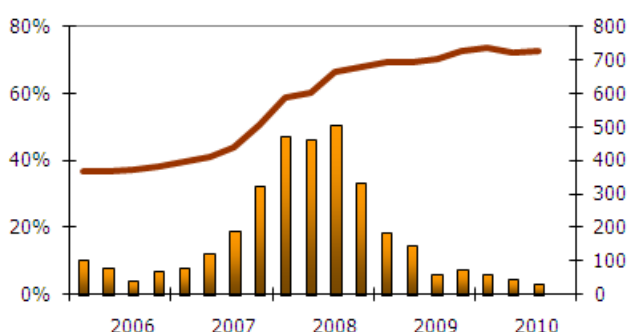
1.2 Les passifs financiers : évolution nuancée des financements bancaires.

Au 30 septembre 2010, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **759,2 millions d'euros**, en progression de 1,4 % (après -2 % le trimestre précédent). L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 0,8 %, tirée par les crédits accordés aux ménages (+3,3 %, soit +7,6 millions d'euros). Si les concours aux collectivités locales contribuent également à la croissance globale de l'encours ce trimestre (+2,3 %, soit +3,7 millions d'euros), les entreprises impactent quant à elles négativement la progression observée (-1,3 %, soit -3,3 millions d'euros).

Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 35 %, 32 % et 23 % de l'encours de crédit sain, le solde étant détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...).

En glissement annuel, la progression de l'encours de crédit sain, si elle demeure dynamique (+3,2 %), témoigne d'une érosion régulière depuis fin 2008 (graphique ci-contre).

Encours de crédit sain des EC
■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros

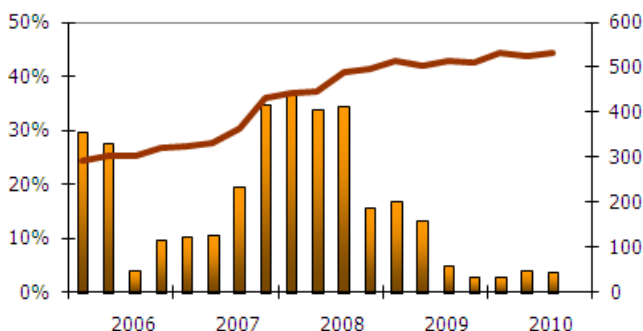


A **4,1 %**, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit progresse de 0,6 point au 3^{ème} trimestre, attestant d'une légère dégradation par rapport au trimestre précédent.

L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **561,8 millions d'euros**, en progression de 2,3 % ce trimestre. La tendance sur un an est également positive : +4,3 % entre septembre 2009 et septembre 2010 (après +6,1 % entre septembre 2008 et septembre 2009).

La moindre croissance de l'encours sain (+1,6 % au 3^{ème} trimestre, à 533,1 millions d'euros) témoigne néanmoins d'une légère dégradation de la qualité des portefeuilles. Ainsi, en enregistrant une hausse de 0,6 point (après +0,2 point le trimestre précédent), le taux de créances douteuses se dégrade légèrement pour le deuxième trimestre consécutif, à 5,1 %. Le taux de provisionnement s'établit à 40,1 % au 30 septembre, après 45,1 % le trimestre précédent.

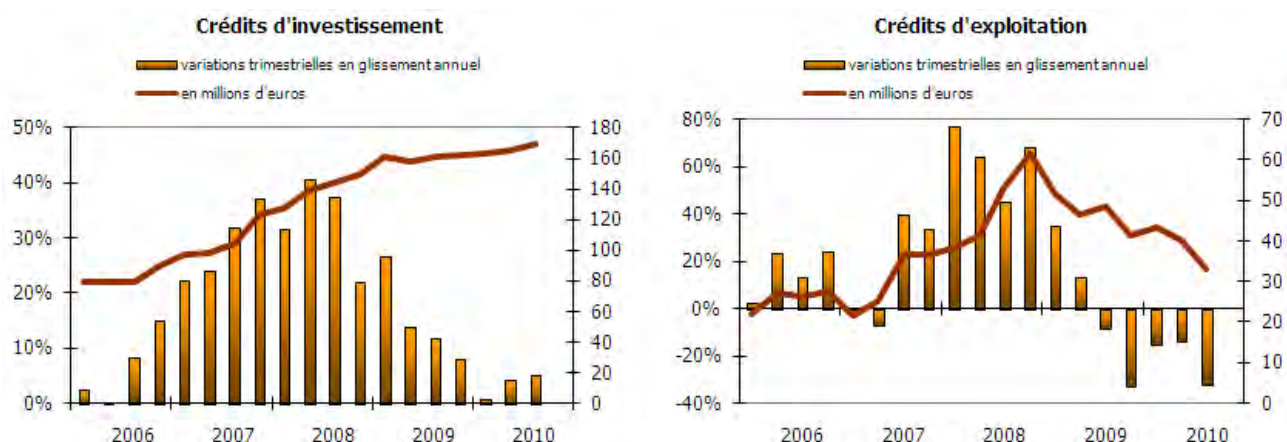
Encours de crédit sain des établissements locaux
■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros



Les concours aux entreprises (234,9 millions d'euros) représentent 44,1 % du total de l'encours de crédit sain. Ils s'inscrivent en retrait de 1,2 % ce trimestre (après un repli de 0,7 % précédemment). Cette tendance se confirme sur un an avec une contraction de 3,4 % par rapport à septembre 2009, après une croissance de 4,3 % observée entre septembre 2008 et septembre 2009.

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mahoraise, les crédits d'investissement aux entreprises (169 millions d'euros) ont paradoxalement accentué leur progression ininterrompue depuis septembre 2009, de 2,5 % ce trimestre (après +1,2 % en juin). La tendance se confirme en glissement annuel : +0,9 % entre mars 2009 et mars 2010, +4,3 % entre juin 2009 et juin 2010 et +5 % entre septembre 2009 et

septembre 2010. Les crédits d'investissement des entreprises sont constitués à 97 % de crédits à l'équipement, le solde étant représenté par les financements en crédit-bail.



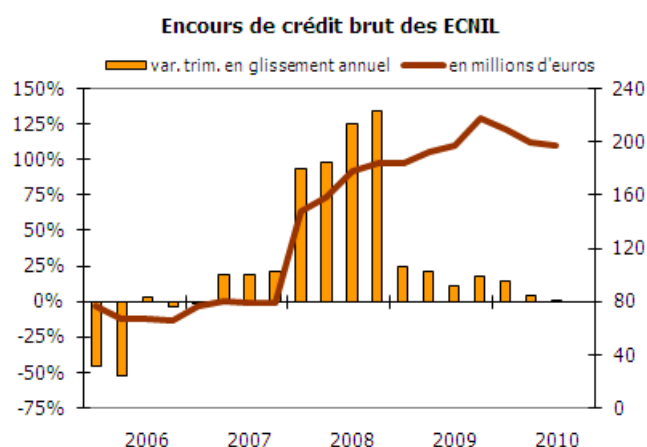
A contrario, les financements court terme des entreprises restent sur une tendance baissière, qui malgré quelques sursauts, perdure depuis fin 2008. Avec 33 millions d'euros d'encours sur la place, les crédits d'exploitation sont en repli de plus de 18 % ce trimestre (après -7,3 % le trimestre précédent). Entre septembre 2009 et septembre 2010, l'encours s'est réduit de 15,5 millions d'euros (soit -32 %, après une baisse de 8,7 % entre septembre 2008 et septembre 2009). Sur cette période, le seul compartiment des comptes ordinaires débiteurs (51 % des crédits d'exploitation en septembre 2009, 24,5 millions d'euros d'encours), a connu une contraction de 64 % (27 % des crédits d'exploitation en septembre 2010, 8,9 millions d'euros d'encours), due notamment à des reclassements vers d'autres types de crédit effectués par certains établissements.

Les concours aux ménages - qui représentent 41,4 % du total de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 220,7 millions d'euros. En hausse de 3,4 % au 3^{ème} trimestre 2010 après +1,9 % le trimestre précédent, ils poursuivent une progression régulière sur un an (+7,3 %). Parmi les concours aux ménages, la moitié est constituée de crédits à l'habitat (111,2 millions d'euros) qui enregistrent une croissance de 4,7 % au cours du trimestre, et de 17,4 % sur un an.

Enfin, l'encours de crédit des collectivités locales (13,4 % du total) s'étoffe de 5,4 millions d'euros ce trimestre (+8,1 %) et atteint 71,3 millions d'euros (+25,4 % en un an).

L'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)**, qui s'était fortement développée en 2008 (+134 % de croissance des encours de crédit brut) et 2009 (+18 %), semble connaître un important fléchissement en 2010. Au 30 septembre et pour le 3^{ème} trimestre consécutif, l'encours brut se contracte de 1,2 %, à **197,3 millions d'euros**.

Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 26 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont essentiellement sollicités par les collectivités locales dont ils assurent 48 % des financements. Ces douze derniers mois, le flux d'affaires généré par l'activité de ces établissements s'est réduit de plus de 17 %, tant avec les collectivités locales (-19,7 millions d'euros) qu'avec les entreprises (-5,2 millions d'euros). Enfin, au 30 septembre 2010, le taux de créances douteuses des ECNIL s'établit à 1 %.



2. Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2010, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 556 millions d'euros, en baisse de 1,6 % (après un recul de 4,1 % au précédent trimestre). Quatre secteurs concentrent 72 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir

du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de plus de 404 millions d'euros : administrations publiques (34,1 % de l'ensemble), stable ce trimestre avec +0,6 % ; activités immobilières (19,5 %), stable avec -0,3 % ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (10 %), en baisse de 1,9 % et santé humaine et action sociale (9,5 %), en repli de 1,4 %.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM pour le 4^{ème} trimestre 2010, semblent faire état de perspectives peu engageantes pour le début d'année 2011. Après plusieurs années de croissance forte (encours de crédits des établissements locaux multiplié par 1,6 et actifs financiers en hausse de 18 % en 2007 et 2008), suivie d'une réelle décélération en 2009, le marché bancaire local pourrait poursuivre sur une certaine atonie.

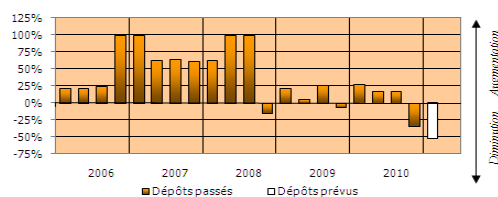
Le niveau de collecte des dépôts, perçu en diminution au 4^{ème} trimestre, recueille une opinion sur son évolution pour le 1^{er} trimestre 2011 encore moins favorable.

En matière d'octroi de crédits, les perspectives quant à l'évolution du financement des entreprises tant à court terme que pour l'investissement, inquiètent les dirigeants. Leurs anticipations semblent plus rassurantes sur les seuls crédits à la consommation des ménages. Les opinions des dirigeants sur l'évolution du financement de l'habitat au 1^{er} trimestre 2011 semblent elles aussi majoritairement négatives, pour la première fois depuis 18 mois.

Enfin, les établissements de crédit restent vigilants quant aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

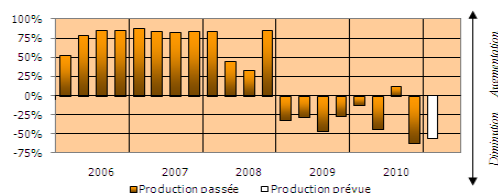
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

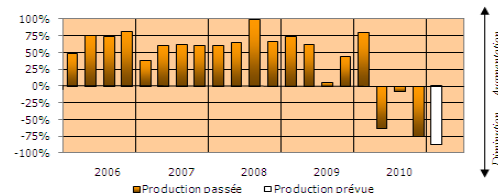


Soldes d'opinions des dirigeants

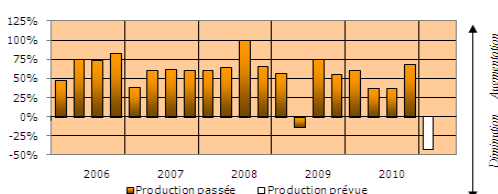
Crédits d'équipement aux entreprises



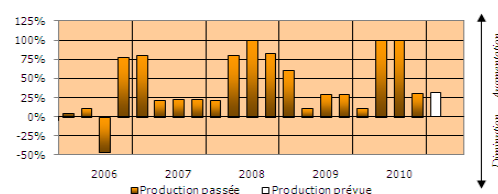
Crédits d'exploitation aux entreprises



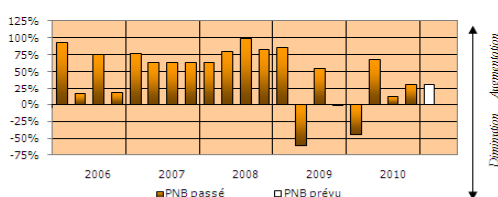
Crédits à l'habitat des particuliers



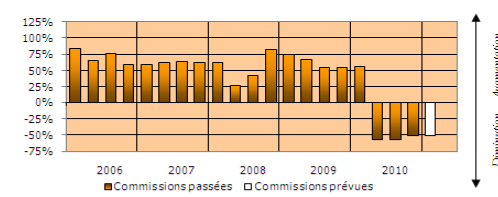
Crédits à la consommation des particuliers



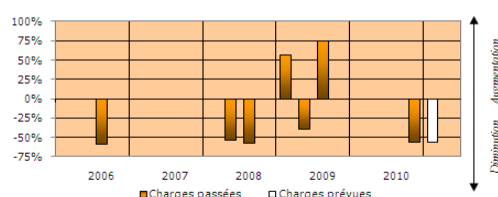
Produit net bancaire



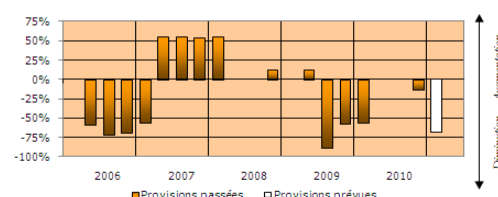
Commissions



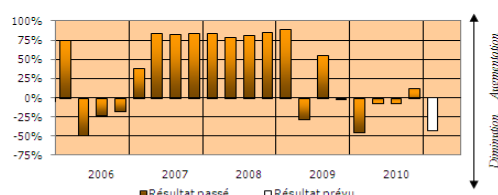
Charges d'exploitation



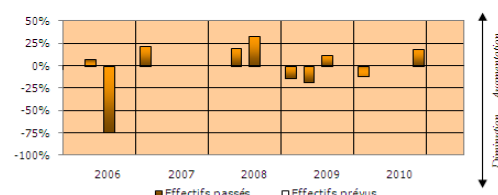
Coût du risque



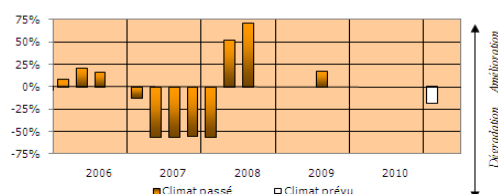
Résultat



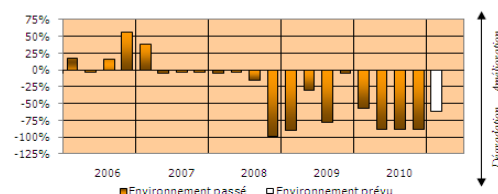
Effectifs



Climat social



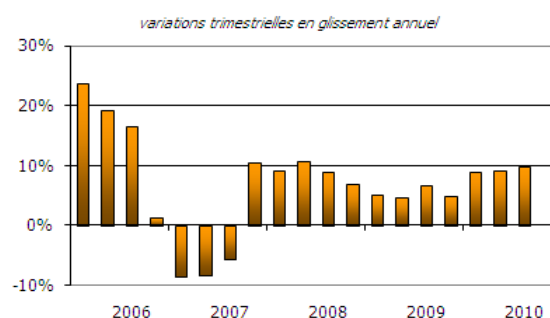
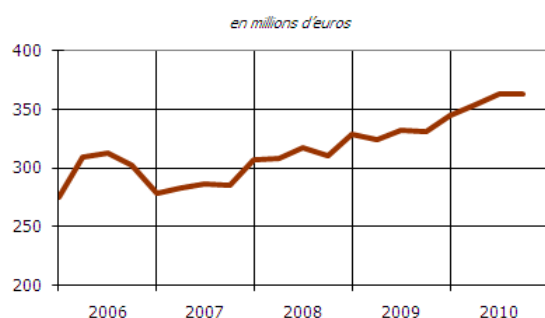
Environnement économique



3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

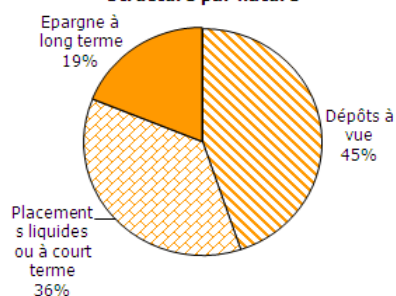
	Montants en millions au										Variations	
	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	30-sept.-08	30-sept.-09	31-déc.-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept.-10		1 an	1 trim.
Sociétés	64,786	105,585	70,506	72,692	85,891	88,961	96,022	97,150	107,766		25,5%	10,9%
Dépôts à vue	29,653	39,051	55,809	57,002	69,731	78,752	66,444	68,091	71,020		1,8%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	35,042	66,398	14,564	15,550	15,991	10,038	29,404	28,986	36,672		129,3%	26,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-	-
Placements indexés sur les taux du marché	35,042	66,398	14,564	15,550	15,991	10,038	29,404	28,986	36,672		129,3%	26,5%
dont comptes à terme	6,522	5,365	6,876	6,375	6,477	5,265	9,041	7,786	10,348		59,8%	32,9%
dont OPCVM monétaires	1,015	1,329	1,364	1,416	1,514	1,773	1,963	0,000	3,737		146,8%	-
dont certificats de dépôts	27,383	59,168	5,466	7,295	8,000	3,000	18,400	21,200	22,587		182,3%	6,5%
Epargne à long terme	0,091	0,136	0,133	0,140	0,169	0,171	0,174	0,073	0,074		-56,3%	1,3%
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,046	0,048	0,066	0,069	0,069	0,069	0,069	0,069		0,0%	0,0%
Ménages	93,166	109,969	132,830	159,709	172,890	180,191	182,377	188,030	181,995		5,3%	-3,2%
Dépôts à vue	34,177	42,825	52,793	55,890	56,245	61,155	59,835	61,254	61,523		9,4%	0,4%
Placements liquides ou à court terme	43,691	45,833	54,784	62,987	63,682	63,864	65,278	68,378	65,230		2,4%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,100	36,303	39,413	43,320	53,505	55,342	57,329	58,445	56,672		5,9%	-3,0%
Livrets ordinaires	33,242	34,188	37,135	40,738	45,665	46,455	42,506	47,404	44,885		-1,7%	-5,3%
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	4,761	5,625	6,389	7,731		62,4%	8,7%
Livrets jeunes	0,002	0,000	0,040	0,041	0,103	0,117	0,136	0,157	0,184		78,5%	17,1%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,010	0,009	0,000	0,043	0,043	5,175	0,079	0,055		27,9%	-30,4%
CODEVI	0,060	0,057	0,077	0,114	0,187	0,253	0,259	0,276	0,270		44,4%	-2,2%
Comptes d'épargne logement	1,788	2,048	2,152	2,427	2,746	2,849	2,864	3,420	3,548		29,2%	3,7%
Placements indexés sur les taux du marché	8,591	9,530	15,371	19,667	10,177	8,522	7,949	9,933	8,558		-15,9%	-13,8%
dont comptes à terme	4,156	5,330	10,714	17,219	8,609	7,235	6,739	9,599	8,392		-2,5%	-12,6%
dont bons de caisse	3,942	3,440	3,060	1,483	0,590	0,440	0,348	0,335	0,000		-	-
dont OPCVM monétaires	0,388	0,619	1,343	0,741	0,978	0,847	0,862	0,000	0,166		-83,0%	-
Epargne à long terme	15,298	21,311	25,253	40,832	52,963	55,172	57,264	58,397	55,241		4,3%	-5,4%
Plans d'épargne logement	8,430	9,927	11,365	11,895	8,785	9,931	11,129	15,629	16,450		87,2%	5,3%
Plans d'épargne populaire	0,309	0,285	0,261	0,179	4,224	4,323	4,211	0,251	0,252		-94,0%	0,2%
Autres comptes d'épargne	0,010	0,015	0,056	0,036	0,450	0,389	0,462	0,366	0,094		-79,0%	-74,3%
Portefeuille-titres	0,501	0,554	0,441	0,174	1,023	0,781	0,785	0,271	1,019		-0,4%	-
OPCVM non monétaires	0,551	2,370	2,769	3,467	3,937	4,349	4,648	4,601	5,444		38,3%	18,3%
Contrats d'assurance-vie	5,497	8,160	10,361	25,081	34,544	35,399	36,029	37,279	31,983		-7,4%	-14,2%
Autres agents	100,963	86,428	81,681	78,149	72,359	75,815	75,042	77,618	73,836		2,0%	-4,9%
Dépôts à vue	25,458	26,809	30,244	34,551	29,314	32,071	32,804	31,971	30,406		3,7%	-4,9%
Placements liquides ou à court terme	42,026	43,599	38,164	30,324	29,771	30,472	28,964	32,370	30,153		1,3%	-6,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,642	1,478	1,502	1,762	2,283	2,467	2,692	2,922	3,059		34,0%	4,7%
Placements indexés sur les taux du marché	40,384	42,121	36,662	28,562	27,488	28,005	26,272	29,448	27,094		-1,4%	-8,0%
dont comptes à terme	39,700	41,154	35,301	27,223	26,273	26,994	25,880	29,447	26,759		1,8%	-9,1%
Epargne à long terme	33,479	16,020	13,273	13,274	13,274	13,272	13,274	13,277	13,277		0,0%	0,0%
TOTAL	258,915	301,982	285,017	310,550	331,140	344,967	353,441	362,798	363,596		9,8%	0,2%
Dépôts à vue	89,288	108,685	138,846	147,443	155,290	171,978	159,083	161,316	162,950		4,9%	1,0%
Placements liquides ou à court terme	120,759	155,830	107,512	108,861	109,444	104,374	123,646	129,735	132,054		20,7%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,742	37,781	40,915	45,082	55,788	57,809	60,021	61,368	59,731		7,1%	-2,7%
Placements indexés sur les taux du marché	84,017	118,049	66,597	63,779	53,656	46,565	63,625	68,367	72,324		34,8%	5,8%
Epargne à long terme	48,868	37,467	38,659	54,246	66,406	68,615	70,712	71,747	68,592		3,3%	-4,4%

Ensemble des actifs financiers

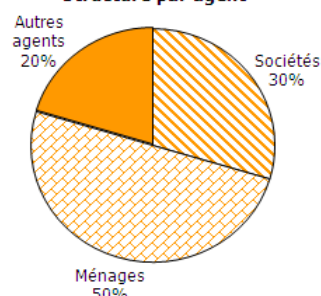


Structure des actifs financiers au 30 septembre 2010

Structure par nature



Structure par agent

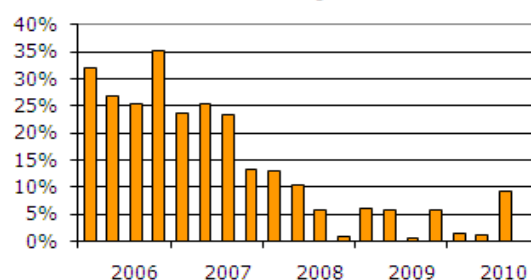


Les placements des ménages

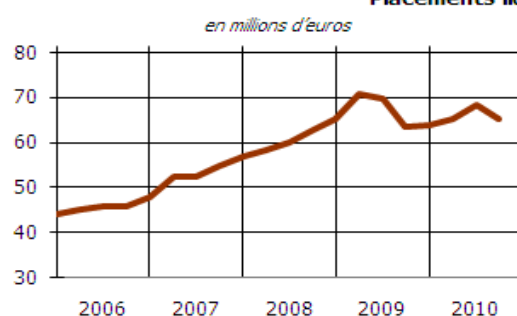
Dépôts à vue



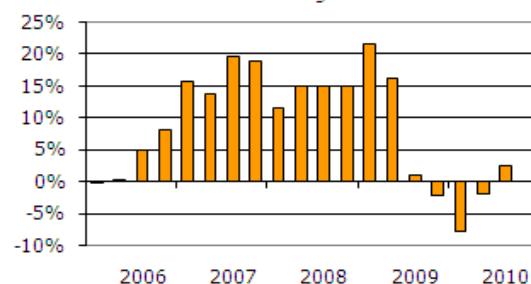
Variations trimestrielles en glissement annuel



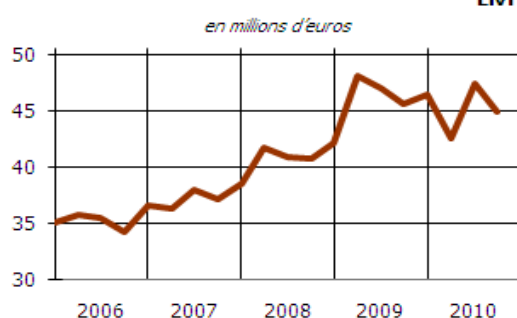
Placements liquides ou à court terme



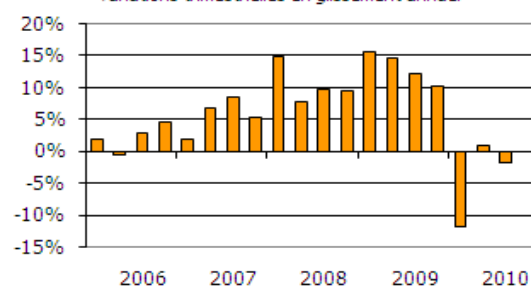
Variations trimestrielles en glissement annuel



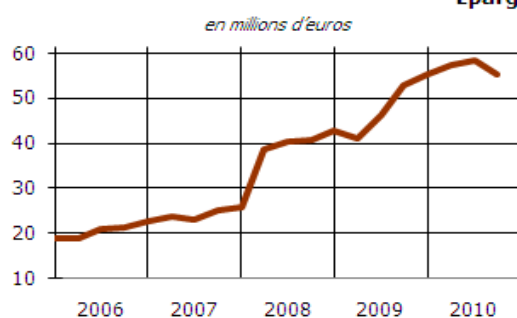
Livrets ordinaires



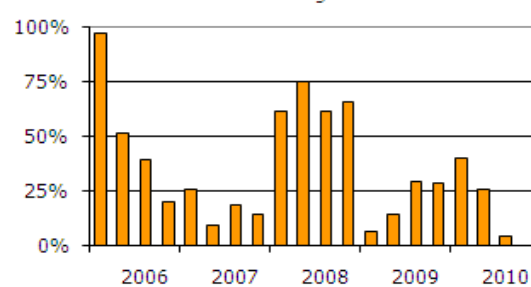
Variations trimestrielles en glissement annuel



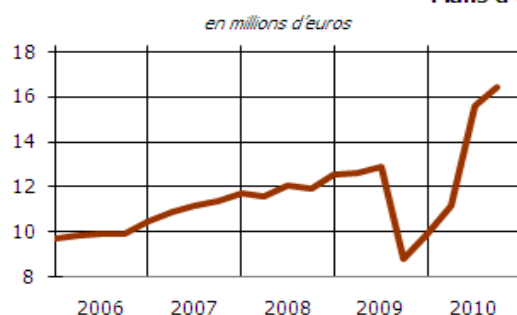
Epargne à long terme



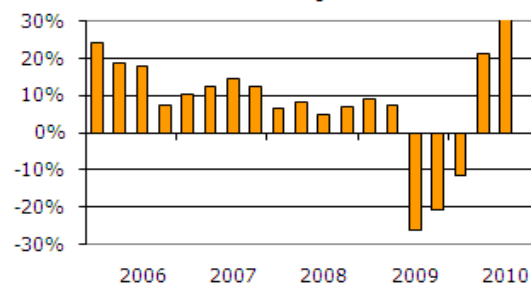
Variations trimestrielles en glissement annuel



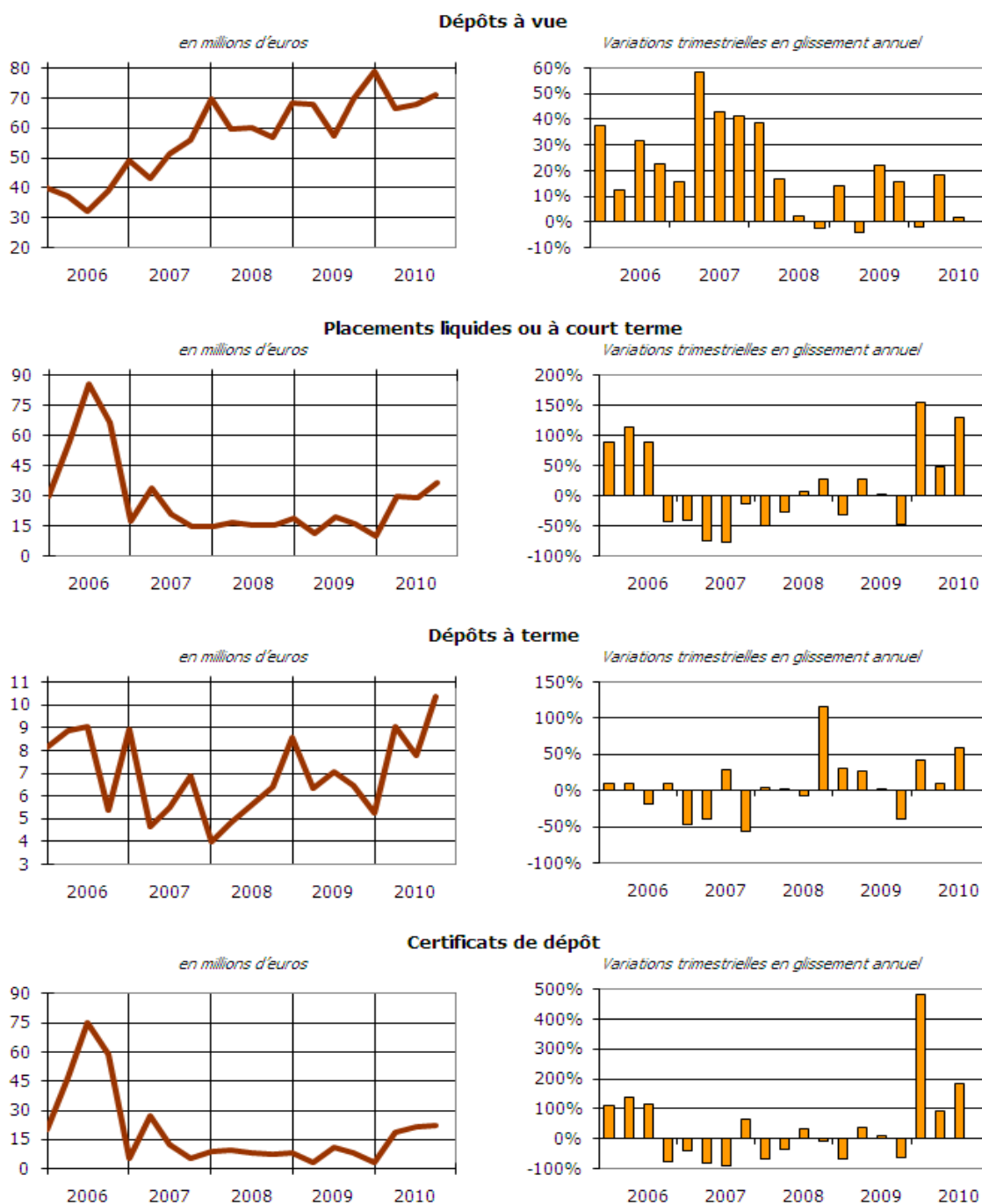
Plans d'épargne logement



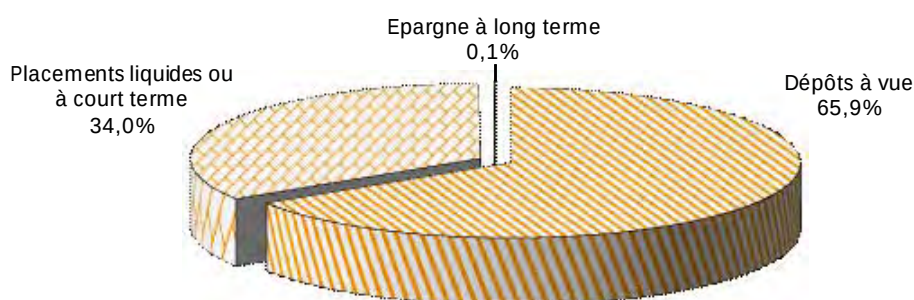
Variations trimestrielles en glissement annuel



Les disponibilités des entreprises



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 30 septembre 2010



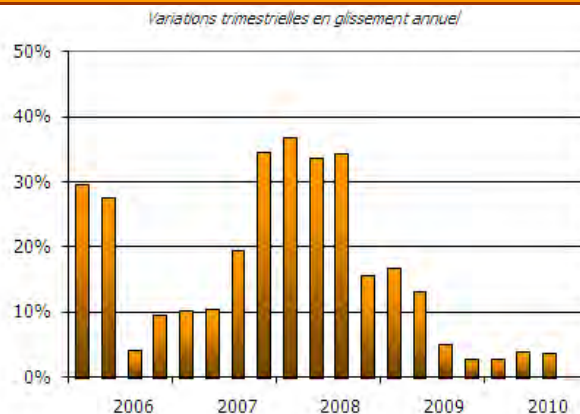
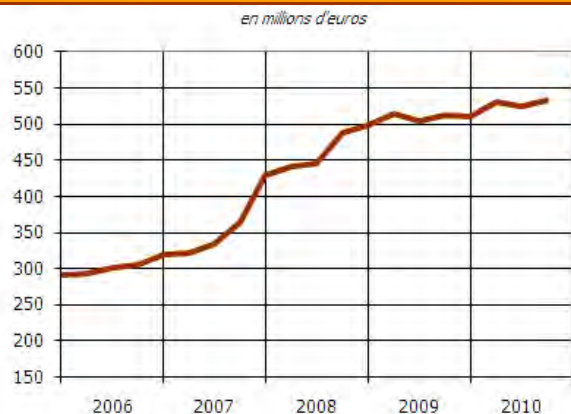
4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux (*)

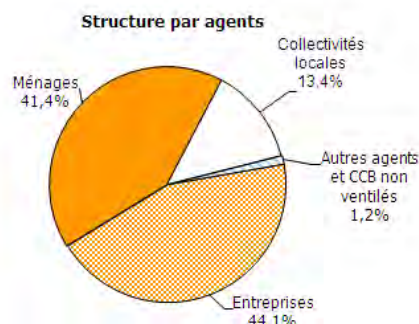
	Montants en millions au										Variations	
	30-sept-05	30-sept-06	30-sept-07	30-sept-08	30-sept-09	31-déc-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept-10		1 an	1 trim.
Entreprises	113,324	114,932	158,521	233,144	243,230	237,486	239,495	237,793	234,857		-3,4%	-1,2%
Crédits d'exploitation	23,196	26,277	36,650	53,121	48,490	41,196	43,469	40,293	32,949		-32,0%	-18,2%
Créances commerciales	4,099	4,709	6,047	4,250	3,279	3,573	2,849	3,031	2,425		-26,1%	-20,0%
Crédits de trésorerie	12,691	15,561	14,729	21,006	20,686	16,268	19,198	17,368	21,658		4,7%	24,7%
dont entrepreneurs individuels	1,706	1,949	2,919	3,772	4,158	4,399	5,158	4,973	4,522		8,7%	-9,1%
Comptes ordinaires débiteurs	6,406	6,007	15,874	27,865	24,525	21,355	21,422	19,894	8,867		-63,8%	-55,4%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-	-
Crédits d'investissement	73,507	79,544	104,873	144,039	160,936	161,933	162,907	164,847	169,022		5,0%	2,5%
Crédits à l'équipement	70,333	74,712	97,474	136,566	155,786	157,322	158,710	160,037	164,634		5,7%	2,9%
dont entrepreneurs individuels	7,239	6,826	6,792	8,171	6,882	7,214	7,523	5,849	5,848		-15,0%	0,0%
Crédit-bail	3,174	4,832	7,399	7,473	5,150	4,611	4,197	4,810	4,388		-14,8%	-8,8%
Crédits à l'habitat	12,630	5,394	13,505	33,757	31,901	31,626	30,420	29,947	29,850		-6,4%	-0,3%
Autres crédits	3,991	3,717	3,493	2,227	1,903	2,731	2,699	2,706	3,036		59,5%	12,2%
Ménages	103,182	120,437	148,981	192,174	205,613	209,401	209,354	213,419	220,660		7,3%	3,4%
Crédits à la consommation	61,097	67,893	85,353	105,411	110,865	110,373	108,888	107,122	109,487		-1,2%	2,2%
Crédits de trésorerie	57,411	63,186	78,839	98,894	104,492	104,107	102,838	101,122	103,488		-1,0%	2,3%
Comptes ordinaires débiteurs	3,587	3,592	4,597	4,411	4,453	4,418	4,228	3,876	3,988		-10,5%	2,9%
Crédit-bail	0,119	1,115	1,917	2,116	1,920	1,848	1,822	2,125	2,012		4,8%	-5,3%
Crédits à l'habitat	41,911	52,006	63,611	86,717	94,658	98,918	100,356	106,187	111,173		17,4%	4,7%
Autres crédits	0,174	0,538	0,017	0,046	0,090	0,110	0,110	0,110	0,000		-	-
Collectivités locales	70,752	62,867	49,646	56,468	56,876	58,553	75,728	65,961	71,336		25,4%	8,1%
Crédits d'exploitation	0,075	0,000	2,550	15,374	12,851	16,256	8,108	8,172	8,224		-36,0%	0,6%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	12,689	9,847	13,116	0,001	0,001	0,000		-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,075	0,000	2,550	2,685	3,004	3,140	8,107	8,171	8,224		173,8%	0,7%
Crédits d'investissement	40,405	36,481	29,666	27,496	30,831	29,391	59,704	49,873	55,196		79,0%	10,7%
Crédits à l'équipement	40,395	36,475	29,607	27,383	30,752	29,320	59,642	49,820	55,152		79,3%	10,7%
Crédit-bail	0,010	0,006	0,059	0,113	0,079	0,071	0,062	0,053	0,043		-45,3%	-17,7%
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-	-
Autres crédits	25,645	22,010	17,430	13,598	13,194	12,906	7,916	7,916	7,916		-40,0%	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	5,042	6,203	6,402	7,071	7,914	5,922	5,962	7,310	6,230		-21,3%	-14,8%
Total encours sain	292,300	304,439	363,550	488,857	513,633	511,362	530,539	524,483	533,082		3,8%	1,6%
Créances douteuses brutes	10,475	10,645	43,791	18,711	24,996	24,287	24,002	24,770	28,736		15,0%	16,0%
Créances douteuses nettes	4,532	4,869	30,795	11,412	15,446	13,258	12,737	13,588	17,219		11,5%	26,7%
Provisions	5,943	5,776	12,996	7,299	9,550	11,029	11,265	11,182	11,517		20,6%	3,0%
Total encours brut	302,775	315,084	407,341	507,568	538,629	535,649	554,541	549,253	561,818		4,3%	2,3%
Taux de créances douteuses	3,5%	3,4%	10,8%	3,7%	4,6%	4,5%	4,3%	4,5%	5,1%		0,5	0,6
Taux de provisionnement	56,7%	54,3%	29,7%	39,0%	38,2%	45,4%	46,9%	45,1%	40,1%		1,9	-5,1

(*) Changement de périmètre ECIL (Cf. Avertissement en-tête de la méthodologie, page 3).

Encours de crédit sain des EC locaux

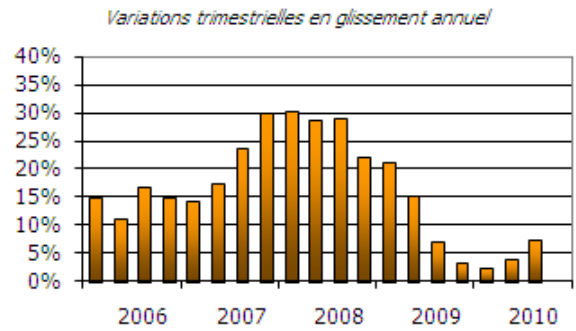
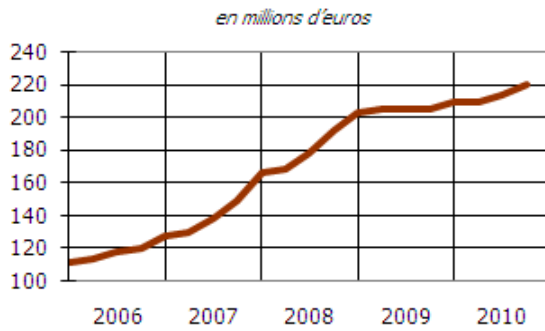


Structure des passifs financiers au 30 septembre 2010

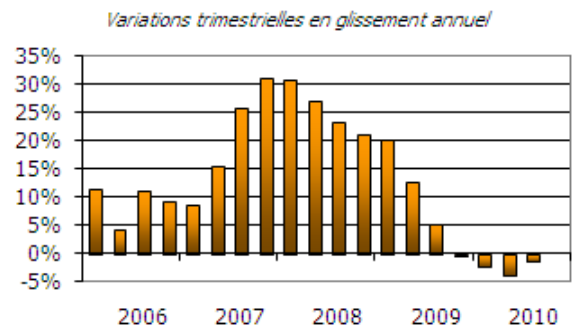
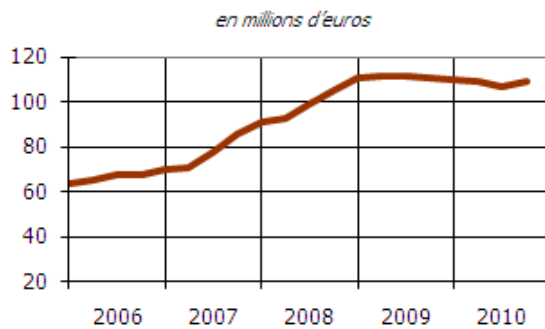


L'endettement des ménages

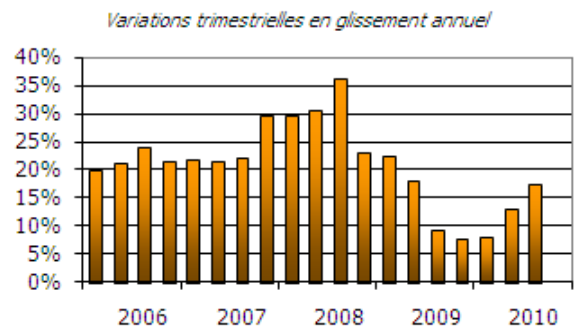
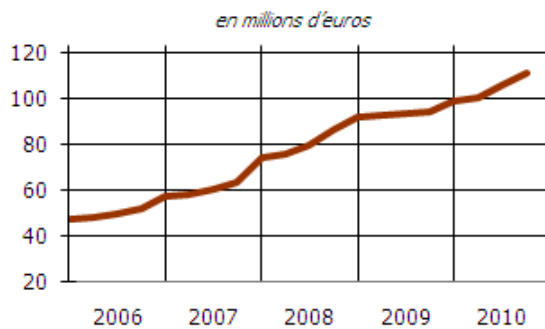
Ensemble des concours



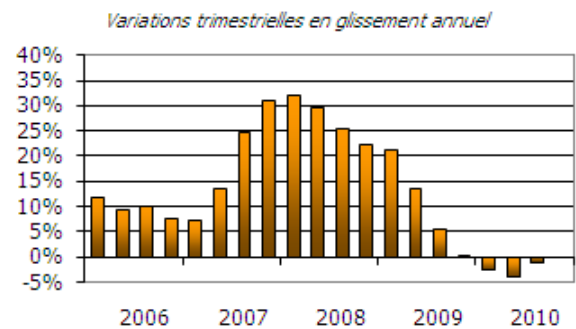
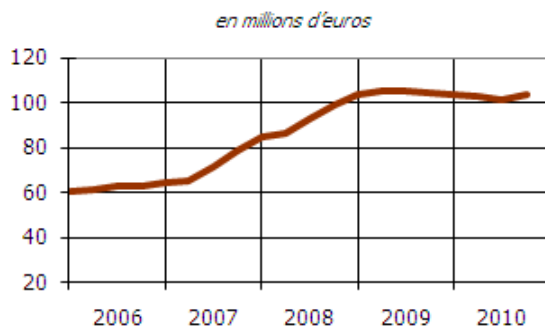
Crédits à la consommation



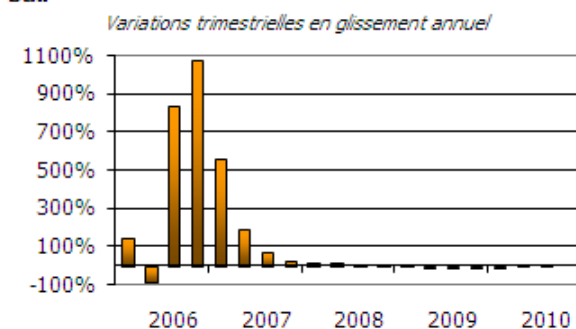
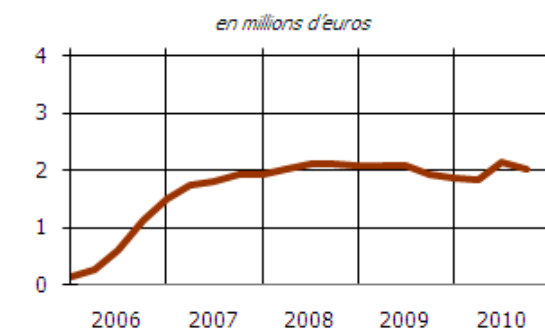
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

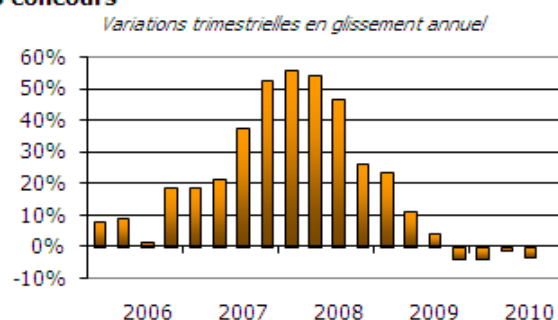
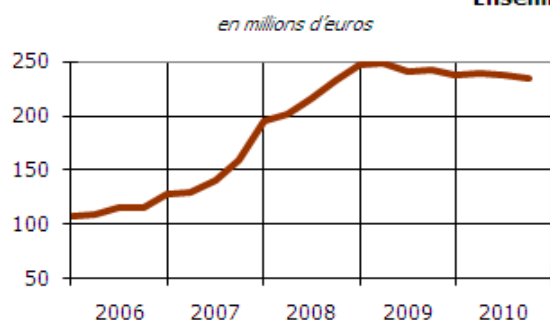


Crédit-bail

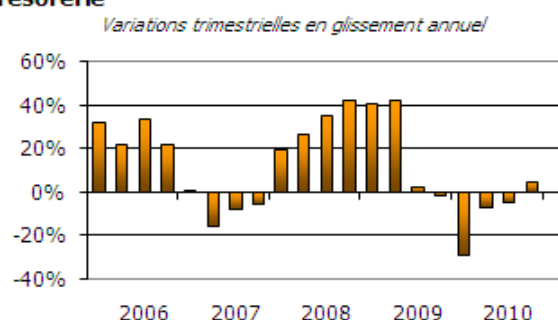


L'endettement des entreprises

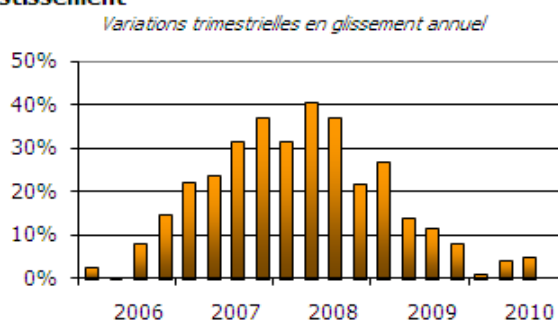
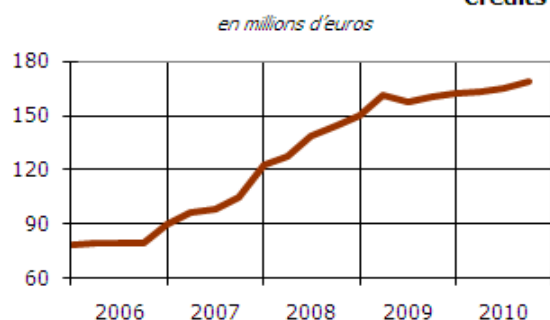
Ensemble des concours



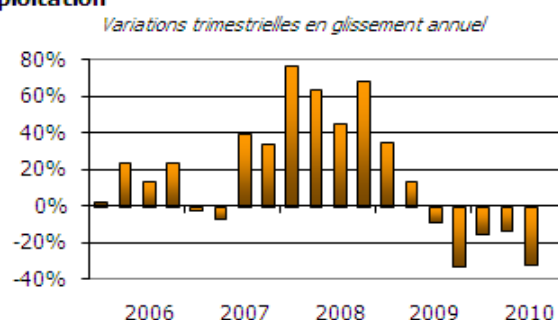
Crédits de trésorerie



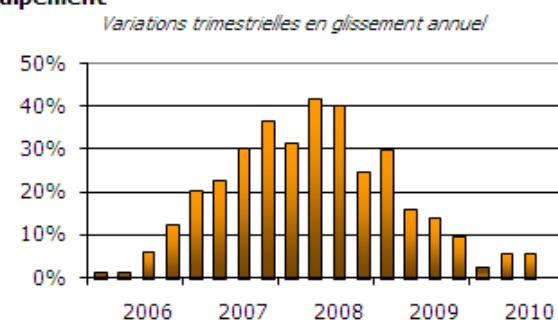
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



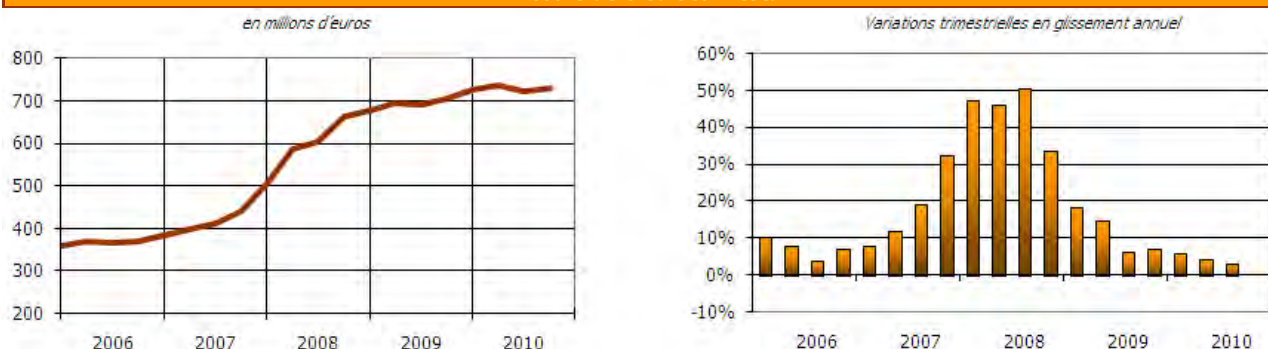
Crédits d'équipement



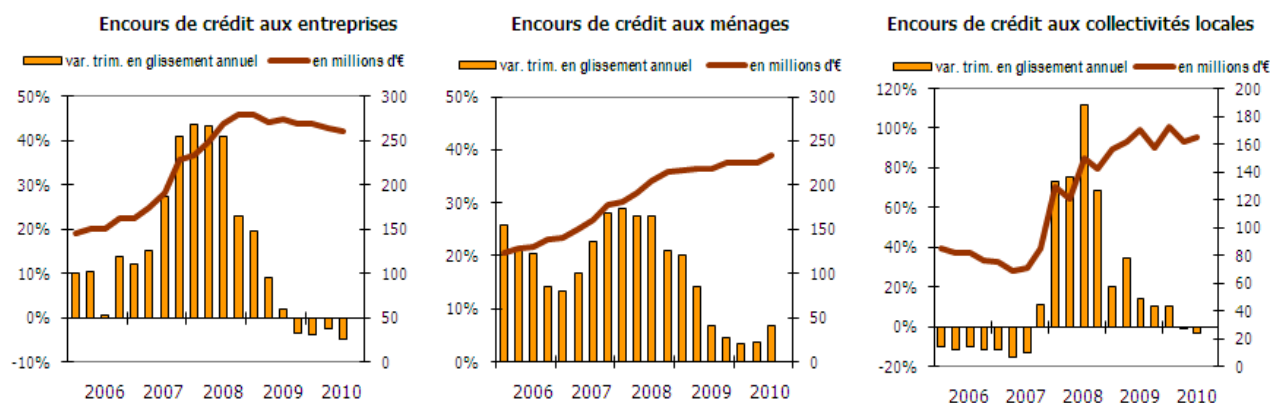
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au										Variations	
	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	30-sept.-08	30-sept.-09	31-déc.-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept.-10		1 an	1 trim.
Entreprises	148,807	149,691	190,325	268,107	273,171	269,332	268,947	262,933	259,624		-5,0%	-1,3%
Crédits d'exploitation	23,196	26,593	37,077	54,772	49,363	44,071	44,233	40,982	33,798		-31,5%	-17,5%
Créances commerciales	4,099	4,709	6,047	4,250	3,279	3,573	2,849	3,031	2,425		-26,1%	-20,0%
Crédits de trésorerie	12,691	15,561	14,730	21,324	20,770	18,244	19,289	17,446	21,727		4,6%	24,5%
dont entrepreneurs individuels	1,706	1,949	2,920	3,772	4,158	4,405	5,180	4,982	4,522		8,7%	-9,2%
Comptes ordinaires débiteurs	6,406	6,014	15,874	27,865	24,525	21,355	21,422	19,894	8,867		-63,8%	-55,4%
Affacturation	0,000	0,309	0,426	1,333	0,789	0,899	0,673	0,611	0,780		-1,1%	27,7%
Crédits d'investissement	83,513	89,284	112,278	153,868	169,106	170,184	171,029	169,179	173,478		2,6%	2,5%
Crédits à l'équipement	77,075	80,877	100,961	142,125	160,025	161,680	163,069	164,035	168,339		5,2%	2,6%
dont entrepreneurs individuels	8,287	7,349	7,033	8,276	7,056	7,450	8,096	6,339	6,540		-7,3%	3,2%
Crédit-bail	6,438	8,407	11,317	11,743	9,081	8,504	7,960	5,144	5,139		-43,4%	-0,1%
Crédits à l'habitat	38,107	30,097	37,477	57,240	52,799	52,346	50,986	50,066	49,312		-6,6%	-1,5%
Autres crédits	3,991	3,717	3,493	2,227	1,903	2,731	2,699	2,706	3,036		59,5%	12,2%
Ménages	108,745	130,885	160,497	204,712	218,652	224,750	224,436	225,935	233,485		6,8%	3,3%
Crédits à la consommation	64,386	72,622	90,699	111,438	117,734	117,584	116,153	111,821	114,300		-2,9%	2,2%
Crédits de trésorerie	57,464	64,679	80,949	101,675	108,125	108,082	106,864	105,815	108,299		0,2%	2,3%
Comptes ordinaires débiteurs	3,567	3,592	4,597	4,411	4,453	4,418	4,231	3,881	3,990		-10,4%	2,8%
Crédit-bail	3,355	4,351	5,153	5,352	5,156	5,084	5,058	2,125	2,012		-61,0%	-5,3%
Crédits à l'habitat	44,185	57,725	69,781	93,228	100,828	107,056	108,173	114,004	119,184		18,2%	4,5%
Autres crédits	0,174	0,538	0,017	0,046	0,090	0,110	0,110	0,110	0,000		-	-
Collectivités locales	90,882	81,445	70,703	149,405	170,662	156,897	172,178	161,706	165,395		-3,1%	2,3%
Crédits d'exploitation	0,075	0,000	2,550	32,874	27,651	16,456	8,108	8,172	8,224		-70,3%	0,6%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	30,189	24,647	13,316	0,001	0,001	0,000		-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,075	0,000	2,550	2,685	3,004	3,140	8,107	8,171	8,224		-	0,7%
Crédits d'investissement	60,535	55,059	50,723	102,933	129,204	126,475	155,557	144,265	148,188		14,7%	2,7%
Crédits à l'équipement	60,525	55,053	50,664	102,820	129,125	126,404	155,495	144,212	148,144		14,7%	2,7%
Crédit-bail	0,010	0,006	0,059	0,113	0,079	0,071	0,062	0,053	0,043		-45,3%	-17,7%
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-	-
Autres crédits	25,645	22,010	17,430	13,598	13,807	13,966	8,513	9,269	8,983		-34,9%	-3,1%
Autres agents et CCB non ventilés	7,322	7,997	19,363	42,403	43,077	75,935	70,803	71,898	69,896		62,3%	-2,8%
Total concours sain	355,756	370,018	440,888	664,627	705,562	726,914	736,364	722,471	728,399		3,2%	0,8%
Créances douteuses brutes	11,409	11,423	45,469	20,392	29,824	26,339	27,632	26,475	30,767		3,2%	16,2%
Créances douteuses nettes	5,225	5,448	32,473	13,093	20,274	15,310	16,367	15,293	19,250		-5,1%	25,9%
Provisions	6,184	5,975	12,996	7,299	9,550	11,029	11,265	11,182	11,517		20,6%	3,0%
Total concours brut	367,165	381,441	486,357	685,019	735,386	753,253	763,996	748,946	759,166		3,2%	1,4%
Taux de créances douteuses	3,1%	3,0%	9,3%	3,0%	4,1%	3,5%	3,6%	3,5%	4,1%		0,0	0,6
Taux de provisionnement	54,2%	52,3%	28,6%	35,8%	32,0%	41,9%	40,8%	42,2%	37,4%		5,4	-4,8

Encours de crédit sain total

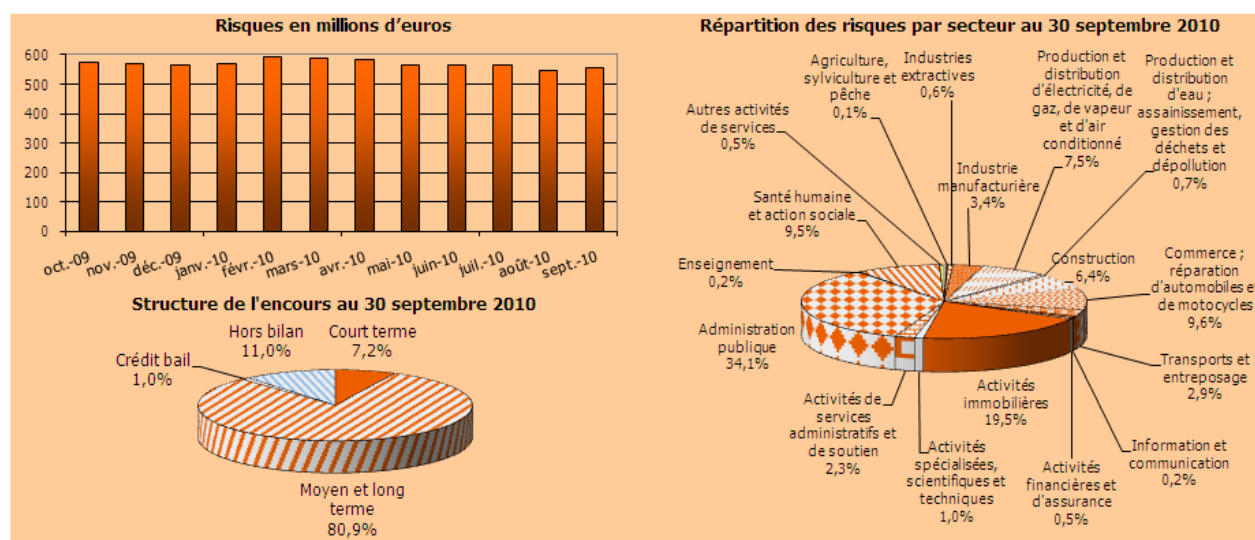


Concours consentis par l'ensemble des EC

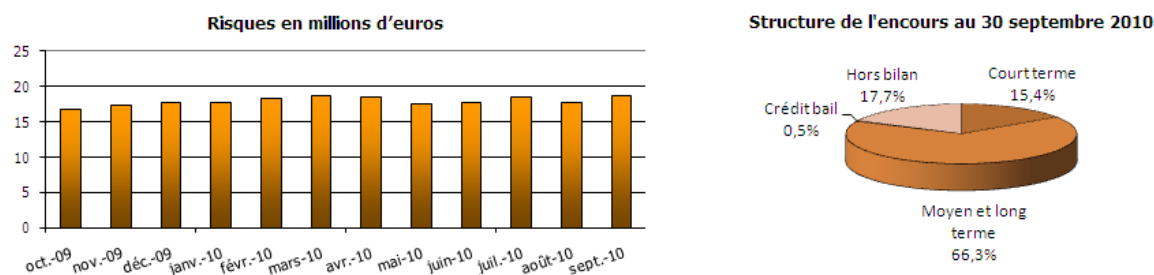


5. RISQUES SECTORIELS

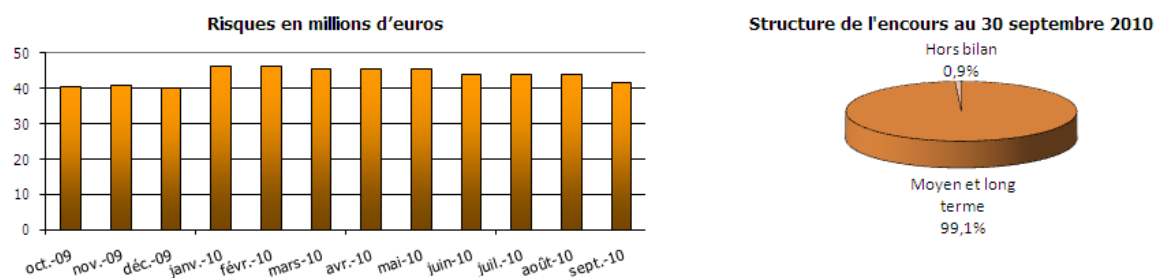
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



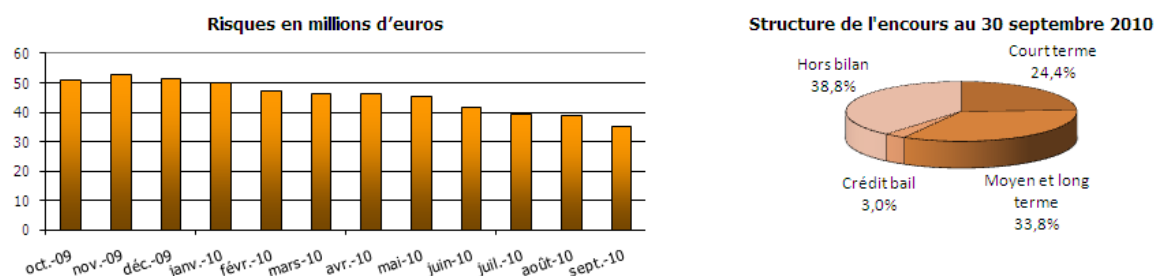
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



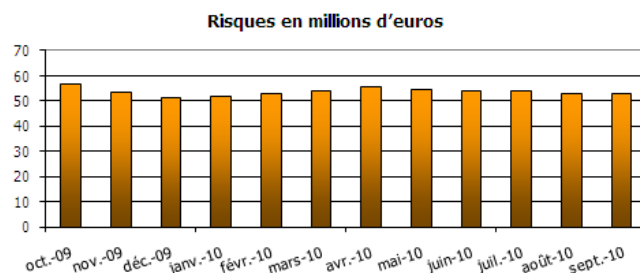
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



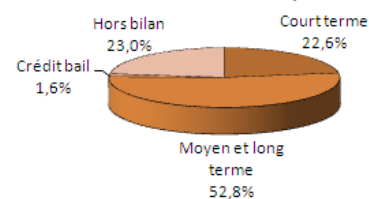
Risques bancaires sur le secteur de la construction



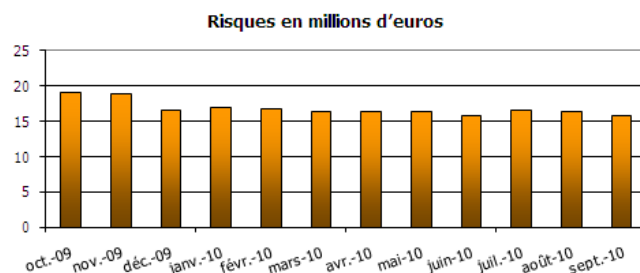
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



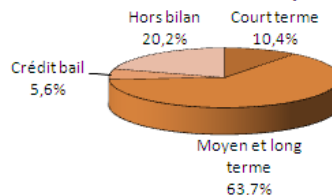
Structure de l'encours au 30 septembre 2010



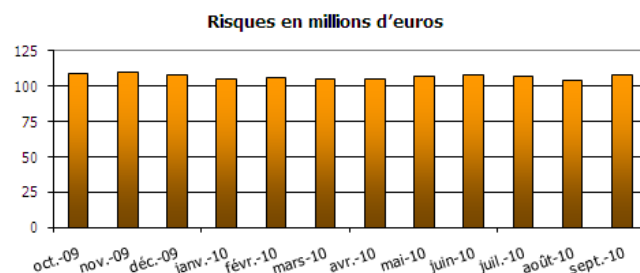
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



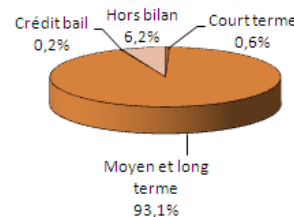
Structure de l'encours au 30 septembre 2010



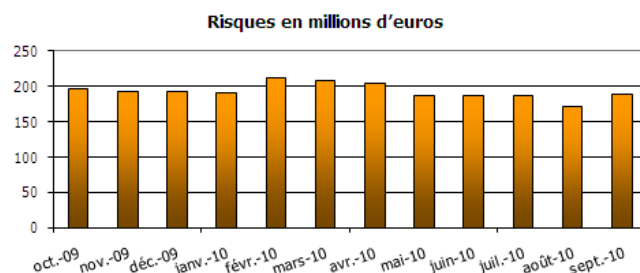
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



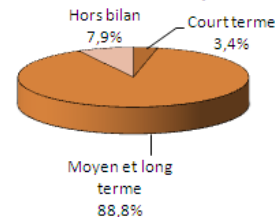
Structure de l'encours au 30 septembre 2010



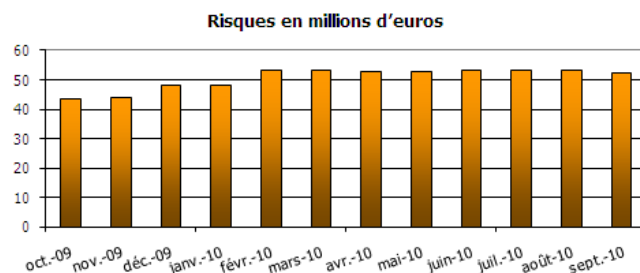
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



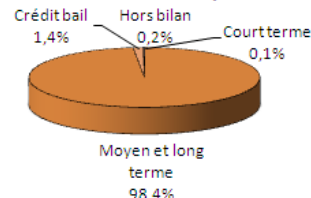
Structure de l'encours au 30 septembre 2010



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale



Structure de l'encours au 30 septembre 2010



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

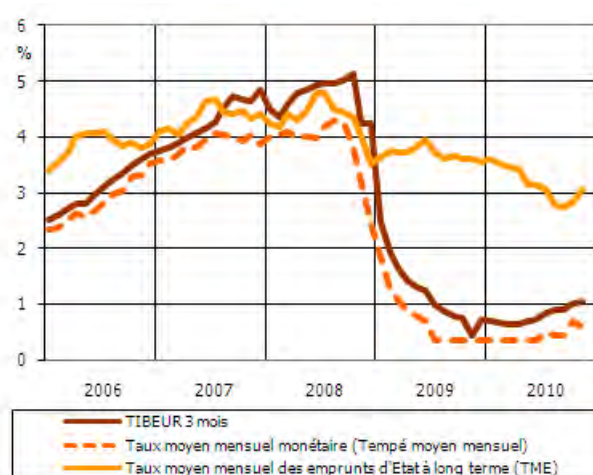
TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafond de l'usure					
		application à compter					
		du 3e trimestre 2009	du 4e trimestre 2009	du 1er trimestre 2010	du 2e trimestre 2010	du 3e trimestre 2010	du 4e trimestre 2010
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers						
	- Prêts à taux fixe	7,01%	6,72%	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%
	- Prêts à taux variable	7,03%	6,12%	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%
	- Prêts relais	7,03%	6,59%	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%
	Autres prêts						
ENTREPRISES	- Prêts < ou = à 1 524 €*	21,59%	21,40%	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*)	20,63%	20,20%	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%
	- Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	9,43%	9,20%	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	13,45%	13,16%	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

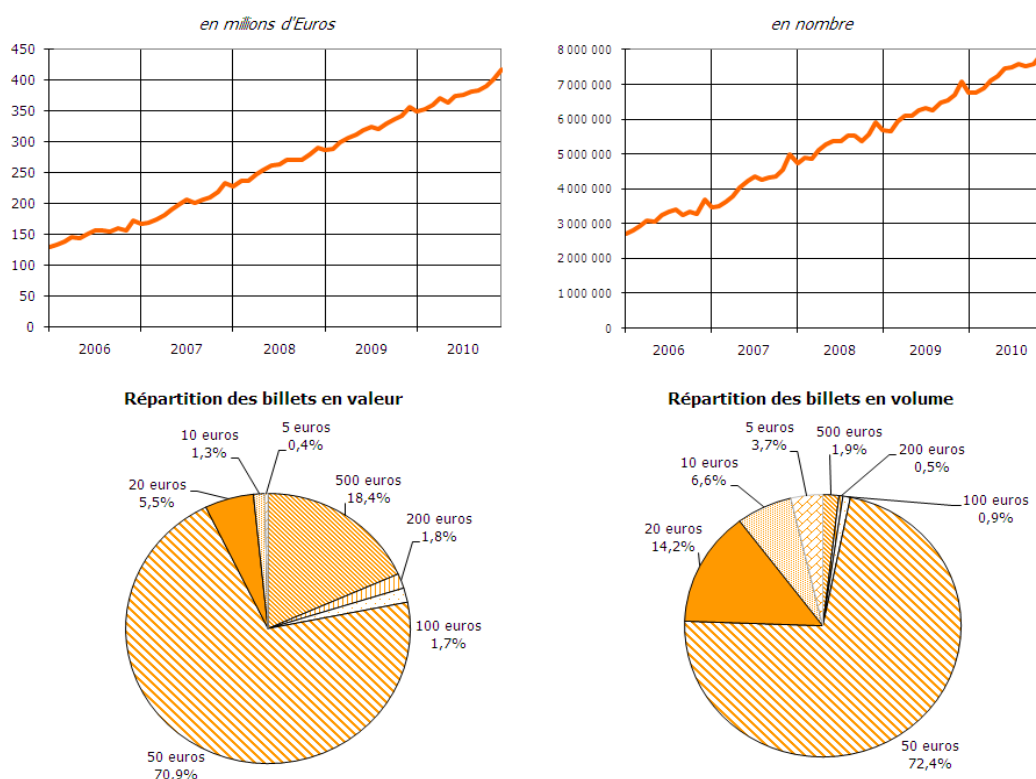
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

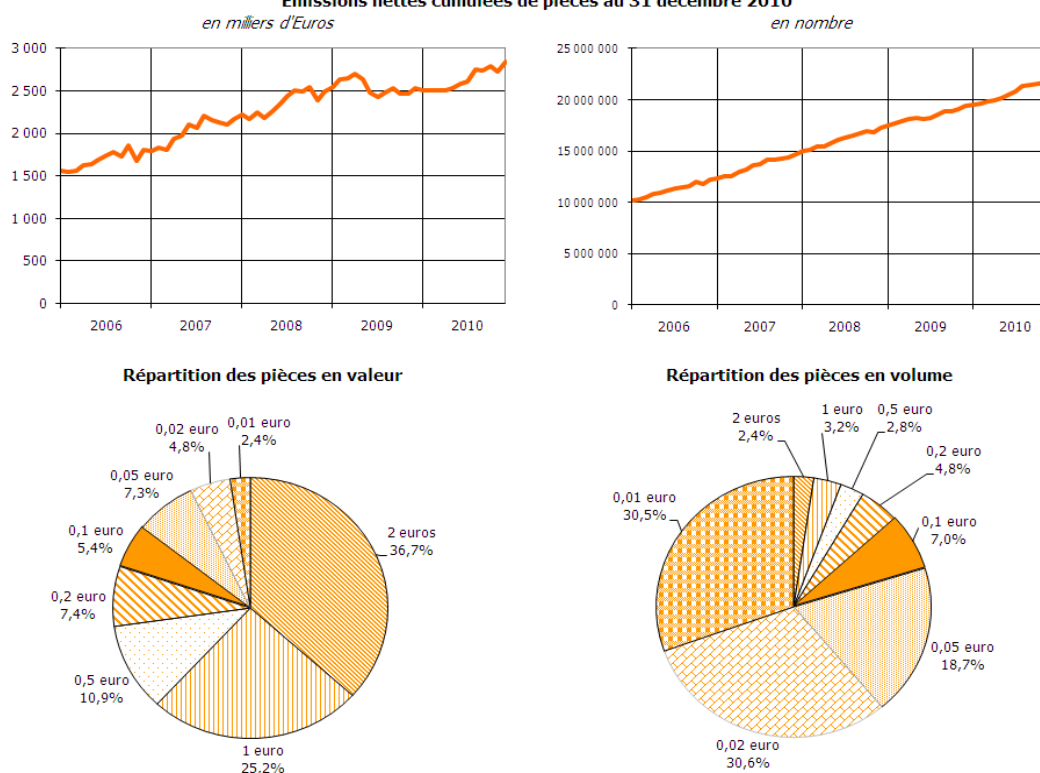
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 31 décembre 2010



7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 31 décembre 2010



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en FEVRIER 2011
Dépôt légal : FEVRIER 2011 - n° ISSN : 0296-3116